

*L'Adresse—M. Coates*

Le président du Conseil du Trésor a annoncé une réduction de 154 millions du budget de la défense. Le parti libéral trouve la chose inacceptable. L'unique réalisation économique du gouvernement libéral avait été de ralentir le taux d'inflation. Par suite de la baisse de ce taux et d'acquisitions plus judicieuses de la part des responsables du ministère de la Défense nationale, nous avons réussi à épargner 154 millions sans aucunement mettre en péril nos engagements présents et futurs. Voilà pourquoi les Canadiens n'ont pas à s'inquiéter de cette réduction annoncée par le président du Conseil du Trésor.

Dans le discours du trône il est question d'examiner de façon approfondie le rôle de nos forces de défense dans le contexte des années 80. Et je suis heureux d'annoncer que cet examen est déjà en cours. Les fonctionnaires de mon ministère ainsi que moi-même allons prendre tous les moyens nécessaires pour que l'examen soit complet et les conclusions explicites. Je compte même demander l'appui de mes collègues et faire appel aux ressources de leurs ministères respectifs pour mener à bien notre entreprise. Mais ce n'est pas tout. Je vais également demander l'avis éclairé et prendre conseil auprès de personnes et d'organismes des quatre coins du pays. Notre objectif est clair: préciser le mandat de nos militaires et leur donner les moyens d'accomplir leur tâche.

Peut-être serait-il utile, monsieur le Président, de préciser le point de départ de cet examen. Il pourrait aussi être intéressant de connaître les questions que nous allons poser en vue de rédiger un document de travail que je compte bien déposer au début de l'an prochain, lequel, après étude, aboutira à un Livre blanc sur la défense.

Une chose que tous doivent comprendre c'est que le gouvernement n'entreprend pas cet examen avec l'idée de réduire notre effort pour la défense collective. On a trop souvent l'impression à l'étranger que chaque fois qu'un gouvernement réexamine ses efforts de défense c'est en vue de les réduire. Telle n'est pas notre intention. Tel n'est pas notre objectif. Nous voulons plutôt établir la meilleure façon possible pour le Canada de faire sa juste part pour maintenir la paix dans la liberté. Notre but est de nous assurer que nos forces armées agissent le plus efficacement possible pour assurer la défense commune. Et pour ce qui est des forces elles-mêmes, nous voulons être certains qu'elles sont en mesure d'accomplir ce que nous leur demandons.

Il m'est arrivé plusieurs fois de m'entretenir avec le député de Northumberland-Miramichi (M. Jardine). J'ai aussi eu des entretiens avec le premier ministre de sa province ainsi qu'avec mes collaborateurs. Nous avons entrepris de régler le problème qui se pose actuellement à l'égard de Chatham. Le premier ministre avait pris des engagements avant et pendant la campagne électorale relativement à cette ville. Et je compte bien être à la hauteur de ces engagements.

Nous devrions tous être fiers du rôle important que les militaires ont joué dans l'histoire de notre pays. Nous devrions aussi être fiers des efforts qu'ils accomplissent pour préserver le mode de vie que nous partageons avec nos alliés des deux côtés de l'Atlantique.

Le mois passé, j'ai eu des entretiens à la fois collectifs et particuliers avec les ministres de la Défense de l'OTAN. A Washington, j'ai rencontré M. Weinberger, et à Londres, M. Heseltine, tous deux secrétaires à la Défense. On ne tarissait pas d'éloges sur l'excellence des Forces armées canadiennes. Dans tous mes entretiens avec ces deux messieurs et avec d'autres ministres de la Défense, j'ai affirmé que notre gouvernement comptait maintenir ces normes élevées, accroître la valeur réelle de nos dépenses, et veiller également à ce que nos forces armées agissent le plus efficacement possible au sein de l'alliance.

C'est dans cet esprit de solidarité avec nos alliés et c'est avec la ferme intention d'accroître et d'améliorer nos efforts que nous allons entreprendre l'examen de la situation. Nous allons tenter de planifier l'avenir en tenant compte de la nécessité de renforcer nos moyens de défendre nos valeurs et d'affermir notre voix dans les conseils de l'alliance. Et nous ne pourrions garantir la sécurité nationale et collective que si nos industries ont les ressources nécessaires pour répondre aux besoins des Forces armées et de celles de nos alliés en temps de paix comme en cas d'urgence.

● (1150)

Toute interdépendance en matière de défense suppose une interdépendance sur le plan économique également. C'est pourquoi il faudra nous assurer de la vitalité de notre association avec d'autres pays dans le cadre d'ententes et d'accords relatifs à la recherche, au développement et à la production des moyens de défense.

A compter du 3 décembre, une équipe d'information du ministère américain de la Défense se rendra dans tout le pays pour informer tous ceux qui s'occupent d'acquisition de matériel de défense au Canada sur la façon de jouer un plus grand rôle dans l'obtention de contrats, qu'il s'agisse de contrats principaux ou de sous-traitement, auprès d'entreprises américaines de production de matériel de défense. Cette activité profitera véritablement non seulement à notre industrie de défense mais également à l'ensemble de nos échanges de coopération avec les États-Unis.

Voilà un exemple de propositions concrètes qui découlent des réunions tenues entre le premier ministre du Canada et le Président des États-Unis. Les discussions portent sur la vie de tous les jours. On y parle également des emplois réels susceptibles d'être créés dans diverses sociétés canadiennes grâce aux nouveaux contrats d'acquisition de matériel de défense. Cela prouve à quel point nous sommes déterminés à donner suite à nos projets.

Voici l'ordre du jour de ces réunions, qui auront lieu en décembre: le 3 à Halifax, à l'hôtel de Nouvelle-Écosse; le 5 à l'hôtel Reine Elisabeth de Montréal; le 7, au Centre de conférences du grand Toronto, à Toronto; le 10 à Vancouver, au Harbourside Holiday Inn; le 12, à l'hôtel Westin de Calgary, le 13, au Saskatoon Inn de Saskatoon et le 14, au Holiday Inn du centre-ville, à Winnipeg.